



MSH Directive n° 502

Objet **Politique de confidentialité, généralités**
Valable dès le 01.09.2023
Approuvé Direction du groupe MÜLLER-STEINAG HOLDING AG

Date de modif. 1^{er} septembre 2023
Responsable Groupe spécialisé Organisation de vente

1. Champ d'application

Valable dès le 01.09.2023

Cette directive s'applique à MÜLLER-STEINAG HOLDING AG et à ses filiales (CREABETON AG, Crea Beton Schweiz AG, Creabeton Transport AG, Müller-Steinag Baustoff AG, MÜLLER-STEINAG ELEMENT AG, Natura-Stein AG, Zeiss-Neutra SA, STEINAG Rozloch AG, MÜLLER-STEINAG IMMOBILIEN AG, Schnyder, Plüss Immobilien AG, MÜLLER-STEINAG Umwelt AG, Creabeton Matériaux AG, Sebastian Müller AG, Sebastian Müller AG Gontenschwil, HMS Informatik AG, MÜLLER-STEINAG SERVICES AG, CAVAG Element- und Behälterbau AG, Elementwerk Brun AG, Favre Betonwaren AG, CREABETON Produktions AG, Zementwaren AG Wild Weiningen), désignées ci-après collectivement «MSH».

MSH s'engage à traiter toutes les données personnelles collectées en conformité avec la loi suisse sur la protection des données (LPD) en vigueur et à prendre les mesures de sécurité appropriées pour les protéger contre tout accès non autorisé.

2. Responsable du traitement

Le responsable du traitement au sens de la législation sur la protection des données est MSH, [Bohler 5, 6221 Rickenbach, 0848 200 610, e-mail: info@mueller-steinag.ch].

MSH détermine les finalités et les moyens du traitement de vos données personnelles et est donc responsable du traitement et de l'utilisation de vos données personnelles conformément à la présente politique de confidentialité. Si vous avez des questions ou des doutes concernant la présente politique de confidentialité ou le traitement de vos données personnelles, vous pouvez nous contacter à tout moment par e-mail à info@mueller-steinag.ch.

3. Données personnelles

Seul le traitement de données personnelles est soumis à la législation sur la protection des données. Sont considérées comme des données personnelles toutes les informations sur des personnes qui sont nommées ou qui peuvent être attribuées à une personne *déterminée* ou *déterminable* pour d'autres raisons. Il peut s'agir par exemple d'informations sur des clients, des candidats ou des fournisseurs, telles que le nom, le sexe, la photo, la date de naissance, l'adresse e-mail, l'adresse IP, les coordonnées du compte bancaire ou le numéro de sécurité sociale.



Par traitement, on entend toute manipulation de données personnelles, comme la collecte, la conservation, l'enregistrement, la modification, la transmission ou la destruction de données personnelles. Des données personnelles sont traitées, par exemple, lorsqu'une entreprise saisit dans son système informatique des informations sur des clients, des candidats ou des fournisseurs, lorsque le responsable RH transmet les résultats d'un entretien d'embauche à une autre personne ou lorsque l'entreprise procède à une sauvegarde des données (backup).

4. Les principes du traitement des données

Le responsable du traitement doit veiller à ce que les collaborateurs respectent en toutes circonstances les principes du traitement des données ci-après lorsqu'ils traitent des données personnelles:

- **Légalité:** Les données personnelles doivent être traitées de manière légale. Le traitement est illégal dès lors que le traitement résulte d'un comportement contraire à une norme du droit suisse (par ex. lorsqu'il y a tromperie).
- **Conservation:** La durée de conservation des données personnelles dépend de la durée nécessaire à nos objectifs de traitement, des délais de conservation prescrits par la loi, de notre intérêt légitime ou d'une éventuelle nécessité technique à la sauvegarde des données.

5. Transfert des données personnelles à des tiers

Les données personnelles peuvent être communiquées aux parties suivantes:

- Sociétés du groupe telles que MÜLLER-STEINAG HOLDING AG et ses filiales (aperçu sur www.mueller-steinag.ch).
- Prestataires de services (qui traitent leurs données en partie pour notre compte, comme les fournisseurs informatiques, et en partie sous leur propre responsabilité, comme les assurances).
- Autorités nationales et internationales.
- Partenaires commerciaux tels que les fournisseurs, les clients, les partenaires de marketing et de projet.
- Prestataires de services de renseignements de crédit, qui enregistrent ces données pour des rapports de solvabilité.
- Des tiers, par exemple un site web (voir la politique de confidentialité de notre site web).

6. Transmission de données à caractère personnel à l'étranger?

Oui, c'est possible dans l'EEE, mais cela reste exceptionnel pour le reste du monde (ce qui est notamment envisageable dans le cadre des services en ligne que nous utilisons). Si le pays en question ne dispose pas d'un niveau de protection des données suffisant, nous concluons en particulier les clauses contractuelles types de l'UE, mais nous pouvons également nous appuyer sur des consentements ou transférer des données à l'étranger au cas par cas parce que cela s'avère nécessaire pour l'exécution d'un contrat, parce qu'il s'agit de données que vous avez publiées ou parce que cela est nécessaire dans le cadre de procédures juridiques à l'étranger. Il convient de noter que les données personnelles échangées via Internet transitent souvent par des pays tiers.



7. Activités de traitement

Nous traitons différentes catégories de données personnelles:

- Données de base: données telles que les données contractuelles que nous utilisons dans le cadre de nos relations contractuelles ou d'autres relations commerciales, ou à des fins de marketing ou de publicité. Il s'agit des données de contact (par ex. nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, adresse e-mail), des données personnelles (par ex. nationalité, langue, âge, sexe), des informations sur le compte utilisateur (par ex. nom d'utilisateur, mot de passe, etc.) ou d'informations financières (informations de paiement, retard de paiement, informations sur la solvabilité).
- Données de communication: données personnelles issues des formulaires de contact, des e-mails, des conversations téléphoniques, des chats, des lettres ou des informations provenant d'autres moyens de communication, y compris les données secondaires de la communication. Si nous enregistrons des conversations téléphoniques ou des vidéoconférences, nous vous en informons.
- Données personnelles concernant votre solvabilité. Le cas échéant, nous demandons des références.
- Données contractuelles: données personnelles traitées dans le cadre d'un document de vente (offre, confirmation de commande, contrat, bon de livraison, facture). Il s'agit par exemple de données sur les produits vendus, les réactions, le niveau de satisfaction, les réclamations.
- Données de comportement et de préférence: données personnelles qui donnent des informations sur le comportement ou les préférences d'une personne.
- Données secondaires et moyens de communication: il s'agit, entre autres, de données personnelles qui sont traitées pour établir une connexion et transmettre des informations (par exemple numéro de téléphone, date, heure et durée de la connexion, type de connexion, données de localisation, adresse IP).
- Dossier de candidature pour un poste chez nous.
- Données de site web: conformément à la description de la politique de confidentialité de notre site web.

En règle générale, nous obtenons ces données personnelles de votre part. Dans certaines circonstances, nous pouvons également extraire des données personnelles de sources publiques (par exemple, registres publics, médias, Internet) ou les recevoir de tiers.

Si des données nous sont transmises par des tiers, nous partons du principe que la transmission a été autorisée par les personnes concernées et que les données sont correctes. L'auteur de la transmission nous le confirme par la transmission de ces données personnelles.

Nous pouvons traiter les données personnelles aux fins suivantes:

- Pour la communication avec vous. Les données personnelles peuvent également être conservées afin de documenter la communication avec vous.
- Pour l'exécution d'un contrat avec vous.
- À des fins de marketing et de gestion des relations. Cela comprend la publicité générale ou personnalisée sur nos produits. Cela peut se faire par exemple par le biais de newsletters,



d'invitations à des événements, de contacts par voie électronique, par courrier, par téléphone ou sur la base de mesures de marketing.

- Assurer la qualité de nos prestations.
- Pour les analyses de marché, la planification et le développement de produits et services, pour la recherche et le développement.
- À des fins de sécurité, par exemple pour la surveillance, le contrôle, l'analyse et les tests de nos infrastructures informatiques.
- À des fins de publication.
- Pour les procédures et les enquêtes juridiques.
- Pour le respect de notre conformité.
- Pour l'exploitation de notre infrastructure, comme notre site Web.
- Pour des formations, l'assurance qualité ou l'amélioration de nos processus internes.
- Dans le cas d'une candidature, nous utilisons les données personnelles pour notre processus de recrutement.
- Pour la gestion des risques et la gouvernance d'entreprise. Cela peut concerner, entre autres, la gestion de nos débiteurs et créanciers, la planification des ressources et l'organisation de nos activités. Nous nous efforçons également de développer notre entreprise.
- Pour l'amélioration de nos processus internes.
- Pour la lutte contre les délits et les fraudes.

Les données personnelles peuvent également être traitées à d'autres fins (par exemple à des fins administratives telles que la gestion des données de base, la comptabilité, l'archivage, la protection de nos droits ou la conservation des preuves). Les données personnelles peuvent également être traitées pour d'autres intérêts légitimes.

8. Droits

Les personnes concernées peuvent demander au responsable du traitement, par le biais d'une demande d'informations, des renseignements sur les traitements de données les concernant.

Toute personne peut demander au responsable du traitement de lui communiquer si des données personnelles la concernant sont traitées. Le responsable du traitement doit donc également informer la personne concernée s'il ne traite pas de données personnelles la concernant (communication dite négative).

La demande d'informations peut être faite *par écrit, par voie électronique* ou, avec l'accord du responsable du traitement, *oralement*. Les informations peuvent être communiquées par écrit, sous la forme sous laquelle les données sont disponibles, par voie électronique ou, avec l'accord du responsable du traitement, sur place.

Lors de la communication des informations, le responsable du traitement doit s'assurer de la *légitimité* et de l'*identité* de la personne concernée, faute de quoi il risque lui-même de porter atteinte à la protection des données et à la personnalité d'un tiers.



Les informations doivent en principe être fournies *gratuitement*. Si la transmission des informations entraîne des frais *disproportionnés*, le responsable du traitement peut exiger de la personne concernée qu'elle participe raisonnablement aux frais. La participation aux frais est toutefois limitée à CHF 300.00 maximum.

Le droit à l'information n'est pas illimité. La loi définit *de manière exhaustive* les motifs de limitation du droit à l'information. Tous les motifs de limitation nécessitent *de peser les intérêts au cas par cas*.

Le responsable du traitement peut refuser, limiter ou différer l'accès aux informations dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies:

- a. Une loi au sens formel prévoit une telle limitation.
- b. La limitation est nécessaire en raison d'intérêts prépondérants de tiers (par ex. d'autres collaborateurs).
- c. Dans la mesure où la demande d'informations est manifestement infondée, notamment si elle poursuit un but contraire à la protection des données, ou est manifestement quérulente.

De plus, le responsable du traitement peut refuser, limiter ou différer l'accès aux informations dans les cas suivants:

1. lorsque des intérêts prépondérants du responsable du traitement exigent la mesure et
2. lorsque le responsable du traitement ne communique pas ou n'a pas communiqué les données personnelles à des tiers, les entreprises appartenant au même groupe n'étant pas considérées comme des tiers au sens de cette disposition.

La personne concernée a le droit de faire rectifier ses données personnelles. Le responsable du traitement ne peut s'opposer à une demande de rectification que si:

- une loi le prévoit;
- les données personnelles sont traitées à des fins d'archivage dans l'intérêt public.

La personne concernée a le droit de s'opposer ou d'interdire un traitement de données (par ex. envoi de publicité/de newsletters). De plus, la personne concernée dispose d'un droit à l'effacement des données, sauf si le responsable du traitement est tenu par la loi ou a un intérêt privé prépondérant à conserver les données personnelles pendant une période plus longue.

Les autres droits ne sont pas absolus non plus. Ainsi, ces droits peuvent être limités ou différés si:

- une base légale rend le traitement nécessaire;
- le responsable du traitement peut prouver des intérêts prépondérants.